

# OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE

Fédération Nationale  
reconnue d'utilité publique

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

101bis, rue du Ranelagh  
75016 - PARIS

SIRET : 775 689 078 00019 - APE : 94.99Z

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Exercice clos le 31 août 2025**

**Max Alain OBADIA**  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
62, rue de Versailles  
78150 - LE CHESNAY ROCQUENCOURT  
Tél. : 01 39 54 95 95  
[maobadia@contralto.fr](mailto:maobadia@contralto.fr)

**OFFICE CENTRAL DE LA  
COOPERATION A L'ECOLE**  
**Fédération Nationale**  
Association loi de 1901  
101bis, rue du Ranelagh  
75016 - PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025**

Aux membres,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE (O.C.C.E.) relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

*MA*

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nos travaux ont consisté à apprécier la réalité et la sincérité des provisions pour dépréciation d'actif constituées ainsi que de la trésorerie disponible et placée de l'association Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE (O.C.C.E.) au 31 août 2025. Nous nous sommes assurés de la cohérence des dettes sociales et fiscales figurant au passif du bilan.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations et leur documentation. Nous avons procédé à l'évaluation du caractère raisonnable de l'évaluation des autres actifs et passifs, pris dans leur globalité.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés en page 2 de l'annexe des comptes annuels relatifs aux créances et aux provisions comptabilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des principales informations significatives données dans le rapport financier du Conseil d'administration national et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels au 31 août 2025.





## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels arrêtés au 31 août 2025, dont le total du bilan s'élève à 7 292 757 euros et dont le compte de résultat se solde par un excédent de 23 248 euros, ont été arrêtés par le Conseil d'administration national.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au Chesnay, le 05 décembre 2025



Le Commissaire aux Comptes  
Max Alain OBADIA

## BILAN DU SIEGE

### Fédération nationale OCCE

ACTIF	31.08.2025			31.08.2024	PASSIF	31.08.2025	31.08.2024
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	87 681	14 926	72 755	22 453	Fonds propres (avant affectation)	4 645 534	5 451 539
Terrains	20 962		20 962	20 962	Résultat du siège de l'association	23 248	-806 005
Constructions	360 643	324 136	36 507	40 476	Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	332	332			Total	4 668 782	4 645 534
Autres immobilisations corporelles	261 287	214 425	46 862	57 235	<b>FONDS DEDIES ET PROVISIONS</b>		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés		80 096
Prêts OCCE					Provisions pour risques	20 400	48 400
Autres immobilisations financières	321 225	131 965	189 260	182 950	Provisions pour charges	850 944	816 103
Total	1 052 130	685 785	366 345	324 076	Total	871 344	944 599
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
Stocks	2 071		2 071	7 014	Emprunts OCCE		
Coopératives et usagers divers	178		178		Emprunts et dettes assimilées		
Comptes courants OCCE	380 538	7 680	372 858	2 790	Fournisseurs	70 070	105 100
Autres créances	1 419 642	291 000	1 128 642	292 711	Dettes fiscales et sociales	1 537 654	1 366 446
Trésorerie	5 210 956		5 210 956	874 395	Comptes courants OCCE	23 627	102 733
Charges constatées d'avance	211 706		211 706	5 811 233	Autres dettes	6 142	164 104
Total	7 225 092	298 680	6 926 412	152 055	Produits constatés d'avance	115 139	135 760
					Total	1 752 631	1 874 142
<b>TOTAL</b>	8 277 222	984 465	7 292 757	7 464 275	<b>TOTAL</b>	7 292 757	7 464 275



## COMPTE DE RESULTAT DU SIEGE

### Fédération nationale OCCE

	2024/2025	2023/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations perçues	6 064 512	5 872 376
Ventes de produits	110 228	131 626
Prestations de service et animations	14 570	94 742
Subventions d'exploitation	4 249 243	4 218 555
Dons et Mécénat	35 093	
Contributions financières	388 684	
Autres produits	112 499	95 136
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	104 483	111 632
Utilisations des fonds dédiés	80 096	34 913
Total	<b>11 159 409</b>	<b>10 558 981</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de fournitures à céder	88 957	104 696
Variation des stocks de fournitures à céder	4 943	1 793
Autres achats et charges externes	1 298 848	1 458 406
Aides financières	435 291	516 081
Impôts et taxes	632 902	626 049
Salaires	4 949 042	4 966 409
Charges sociales	3 715 183	3 639 753
Cotisations reversées		
Autres charges	26 572	1 701
Dotations aux amortissements	27 912	39 634
Dotations aux dépréciations et provisions	108 848	146 478
Reports en fonds dédiés		33 920
Total	<b>11 288 498</b>	<b>11 534 919</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>-129 090</b>	<b>-975 938</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits des placements	156 699	153 098
Reprises sur dépréciations et provisions	11 050	53 796
Total	<b>167 749</b>	<b>206 894</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées		25 602
Dotations aux dépréciations et provisions	15 411	14 535
Total	<b>15 411</b>	<b>40 137</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	<b>152 338</b>	<b>166 757</b>
<b>RESULTAT COURANT (I + II)</b>	<b>23 248</b>	<b>-809 181</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		25 307
Sur opérations en capital		450
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total		<b>25 757</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		22 581
Sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		<b>22 581</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>		<b>3 176</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)</b>	<b>23 248</b>	<b>-806 005</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature et prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

**CERTIFIÉ CONFORME  
A L'ORIGINAL**

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2025, dont le total est de 7 292 757 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat excédentaire 23 247,87 €, présentée sous forme de liste.

**PREAMBULE :**

La Fédération OCCE (Office Central de la Coopération à l'Ecole) est la fédération nationale des Associations Départementales (AD) et des Unions Régionales (UR) de l'OCCE.

L'OCCE contribue à l'éducation aux valeurs de laïcité, d'humanisme, et de coopération dans l'Ecole publique et la société.

L'OCCE a pour objet de permettre la création et d'accompagner le fonctionnement des coopératives affiliées à l'OCCE ainsi que de favoriser les actions et les projets coopératifs menés par celles-ci.

Inspirée par un idéal de progrès humain, l'OCCE se donne pour but l'éducation civique, morale, sociale, économique et intellectuelle des coopérateurs, membres des coopératives.

L'association départementale regroupe, administre et anime les coopératives affiliées de son département.

Une union régionale regroupe les associations départementales d'une région administrative.

L'annexe suivante concerne les comptes de la Fédération OCCE uniquement.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025. Les notes et tableaux ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

**1. EXERCICE COMPTABLE 2024-2025**

**1.1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

- Versement à 100 % de la subvention 2024 par le ministère de l'éducation nationale, soit 4 170 500 € ;
- Baisse du nombre d'adhérents : 4 760 279 vs 4 837 656 en N-1 soit une baisse de 77 377 adhérents et une augmentation de la cotisation à 1,28 € (+0,06 €) ;

**1.2 EVENEMENTS POST CLOTURE**

- Au cours de l'exercice 2025-2026, le siège social de la rue du Ranelagh a été cédé et de nouveaux locaux ont été acquis à Pantin en bordure de Paris. L'association y a emménagé ses locaux fin novembre 2025 et y a transféré son siège social.



## 2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et compte de résultat de la Fédération sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France, notamment celles du plan comptable associatif adopté par le Comité de la réglementation comptable le 16 février 1999 et homologué par l'arrêté du 8 avril 1999, mis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2022-06 du 4 novembre 2022.

- **Convention de principe**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- **Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Pour l'application de l'article 322-1 du PCG, la méthode prospective de réallocation des valeurs nettes comptables (avis 2005-D du 1<sup>er</sup> juin 2005 du comité d'urgence du CNC) a été utilisée.

La valeur résiduelle, estimée à dire d'expert immobilier en date du 26 octobre 2006, est supérieure à la valeur nette comptable à la date de clôture.

- **Amortissement des immobilisations**

Conformément à la mesure de simplification en faveur des PME (avis 2005-D du 1<sup>er</sup> juin 2005 du comité d'urgence du CNC), l'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation.

Pour les biens non décomposables, les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire sur la durée de vie antérieurement retenue :

- Logiciels informatiques : de 1 à 5 ans
- Agencements et aménagements des constructions : 10 à 20 ans
- Matériels d'activités : 3 à 5 ans
- Agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 5 ans
- Matériels de bureau et informatique : 1 à 5 ans
- Mobilier : 1 à 10 ans

En application du règlement sur les actifs, la durée d'amortissement de la structure du bâtiment est de 50 ans.

- **Immobilisations financières**

Les prêts accordés aux associations départementales, dont l'échéance est supérieure à un an, sont comptabilisés en immobilisations financières. Ces prêts font systématiquement l'objet d'une convention incluant un échéancier de remboursement. Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'un risque de non-recouvrement existe à la date d'arrêté des comptes.

Ces prêts ont été accordés soit pour pallier des difficultés financières de certaines associations

départementales, soit pour aider au financement d'investissements importants.

Les prêts à la construction remboursables au bout de 20 ans sont dépréciés afin de prendre en compte l'érosion monétaire.

- **Stocks**

Les marchandises sont valorisées au dernier prix d'achat. Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

- **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est comptabilisée lorsqu'un risque de non-recouvrement existe à la date d'arrêté des comptes.

Une créance de 291 000 € a été comptabilisée à l'actif du bilan de l'OCCE en N-4. Cette somme correspond à une créance que l'OCCE estime posséder sur un prestataire indélicat. Celui-ci a adressé une facturation induue pour des travaux que l'OCCE a réglés compte tenu d'une prétendue urgence alléguée par ce prestataire. Les travaux payés n'ont pas été réalisés. L'OCCE a déposé une plainte en justice contre ce prestataire. Dans l'attente, une provision pour risque d'irrecouvrabilité de cette créance a été constituée. Elle s'élève à 291000 € soit 100 % du montant dont le remboursement est réclamé. En date du 3 juillet 2023 le doyen des juges d'instruction de la cour d'appel de Paris a dispensé l'OCCE de consignation dans le cadre du litige en cours.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition. Les plus-values réalisées sont calculées selon la méthode « *premier entré, premier sorti* ». A la date de clôture, une dépréciation est comptabilisée si le cours à cette date est inférieur au coût d'acquisition.

- **Indemnités de départ à la retraite**

Conformément à la Négociation Annuelle Obligatoire signée le 08/12/2015 avec les organisations syndicales, la provision pour indemnités de départ à la retraite représente 1/3 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI (hors statut de fonctionnaire) ayant plus d'un an d'ancienneté avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision. Montant de la provision à la clôture de l'exercice : 850 944,07 €.

- **Provision pour risques et charges**

Ces provisions recensent les risques encourus par l'O.C.C.E. tels que ceux-ci ont été identifiés à la clôture de l'exercice. Le poste s'élève à 20 400 € à la clôture de l'exercice contre 48 400 € l'an passé. La baisse (- 28 000 €) correspond à une reprise de provision pour risque prud'homal.

- **Cotisations**

Le calcul des cotisations à recevoir est réalisé à partir des états de cotisations reçus par la Fédération. Pour les associations départementales n'ayant pu envoyer leur état de cotisations dans les délais fixés, les cotisations à recevoir sont estimées d'après le nombre de coopérateurs déclaré lors de l'exercice précédent. Le montant à recevoir est estimé à 327,68 €.



### 3. CHANGEMENT DE METHODE

Il n'y a pas eu de changement de méthode sur l'exercice comptable 2024/2025 par rapport à l'exercice 2023/2024

### 4. NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

#### 4.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

##### 4.1.1 Tableau de variation des immobilisations brutes

Valeurs Brutes	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Logiciels Informatiques	89 312,36	58 140,00	59 771,40	87 680,96
Terrains	20 961,74			20 961,74
Constructions, install., aménagements	360 642,81			360 642,81
Matériel et outillage industriel	581,09		249,00	332,09
Matériel de bureau et informatique	183 903,37	5 730,99	18 941,03	170 693,33
Mobilier de bureau	97 811,15		7 217,22	90 593,93
Immobilisations en cours	-			-
Avances sur immobilisations	-			-
<b>Total</b>	<b>753 212,52</b>	<b>63 870,99</b>	<b>86 178,65</b>	<b>730 904,86</b>

##### 4.1.2 Acquisitions de l'exercice

Dont :

Immobilisation Incorporelle : Nouveau site internet fédéral : 58 140,00 €

##### Matériel bureau et informatique

- ✓ Ordinateurs, écrans, souris 4 262,00 €
- ✓ Appareil Photo 1 468,99 €

##### 4.1.3 Désinvestissements de l'exercice (mises au rebut)

Suppression des immobilisations amorties et mises au rebut (Mise à jour inventaire) :

Logiciel : 59 771,40 €  
 Matériel et outillage : 249,00 €  
 Matériels de bureau et informatique : 18 941,03 €  
 Mobilier de bureau : 7 217,22 €



#### 4.1.4 Tableau de variation des amortissements

Immobilisations amortissables	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Logiciels Informatiques	66 859,60	7 838,00	59 771,40	14 926,20
Construction sur sol propre	195 648,34	2 400,00		198 048,34
Installations générales, agencements, aménagements	124 518,07	1 569,73		126 087,80
Matériel et outillage industriel	581,09		249,00	332,09
Matériel de bureau et informatique	165 384,96	10 076,16	18 941,03	156 520,09
Mobilier de bureau	59 094,72	6 027,88	7 217,22	57 905,38
<b>Total</b>	<b>612 086,78</b>	<b>27 911,77</b>	<b>86 178,65</b>	<b>553 819,90</b>

Dotation d'exploitation	27 911,27
Dotation exceptionnelle	
<b>Total</b>	<b>27 911,27</b>

## 4.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

### 4.2.1 Tableau de variation des immobilisations financières

Immobilisations Financières	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Parts Sociales	3 818,70			3 818,70
Prêts aux associations départementales	5 700,00		5 700,00	
Prêts à la construction Siège	297 260,00	21 721,00	5 349,60	313 631,40
Dépôts et Cautionnements	3 775,00			3 775,00
<b>Total</b>	<b>310 553,70</b>	<b>21 721,00</b>	<b>11 049,60</b>	<b>321 225,10</b>

### 4.2.2 Parts sociales

Elles concernent notamment 1 528 € de parts sociales CASDEN souscrites en 2002/2003 pour l'obtention de l'emprunt concernant les travaux de rénovation du siège, soit 191 parts à 8 €.

### 4.2.3 Prêts aux associations départementales

Association Départementale	Date du Prêt	Montant Initial	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
55 Meuse	05/12/15	57 000,00	5 700,00	-	5 700,00	
<b>Total</b>			<b>5 700,00</b>	<b>-</b>	<b>5 700,00</b>	

#### 4.2.4 Dépôt et cautionnement

3 775,00

Mouvement de l'exercice : Néant

#### 4.2.5 Tableau des provisions sur immobilisations financières

Eléments	Début	Augmentations	Diminutions	Fin
Prêts aux associations départementales	5 700,00		5 700,00	
Prêts à la construction du siège	121 903,36	15 410,99	5 349,60	131 964,75
<b>Total</b>	<b>127 603,36</b>	<b>15 410,99</b>	<b>11 049,60</b>	<b>131 964,75</b>

Dont reprises sur provisions financières utilisées conformément à leur objet :

Dont reprises sur provisions financières devenues sans objet :

11 049,60

#### 4.3 STOCKS DE MARCHANDISES

2 071,20

Ils sont composés notamment :

- de brochures « Agendas Cycle 3 »
- de clés « USB OCCE »
- Documentations OCCE
- Badges CIDE et OCCE

#### 4.4. USAGERS

Eléments	Brut	Dépréciation	Net
Salariés/Bénévoles Fédération	143,39	-	143,39
Clients "Divers"	35,00	-	35,00
Clients "animation et éducation"			
Clients Factures à établir			
<b>Total</b>	<b>178,39</b>	<b>-</b>	<b>178,39</b>

#### 4.5 COMPTES COURANTS OCCE

Eléments	Brut	Dépréciation	Net
AD ou UR OCCE	380 538,34	7 679,89	372 858,45
<b>Total</b>	<b>380 538,34</b>	<b>7 679,89</b>	<b>372 858,45</b>

#### 4.6 AUTRES CREANCES

• Fournisseur avances sur commande	44 711,44
• Personnel, Avances et acomptes	10 784,00
• Participation C.E.	19 182,61
• IJSS à recevoir (CPAM)	15 540,74
• IJSS à recevoir (Détachés)	34 277,43
• Etat subvention à recevoir	738 911,33
• Etat TVA à décaisser	5 324,00
• Avance sur frais Notaire	244 485,00

• Tickets Foyer des Lycéennes	497,20
• Autres débiteurs divers sommes à recouvrir	291 000,00
• Produits à recevoir	14 928,40
• Dépréciation créance douteuse	- 291 000,00
	<b>1 128 642,15</b>

#### 4.7 TRESORERIE

Ce poste est essentiellement composé de :

• Titres cotés	183,32
• Parts Sociales Caisse Epargne	211 120,00
• CAT Caisse Epargne	674 500,00
• CAT Bred	1 000 000,00
• Parts Sociales Bred Banque Populaire	164 938,56
• Le Conservateur placement	500 000,00
• Horizon trésorerie Caisse Epargne	20 000,00
• Chèques remis à l'encaissement	16 999,99
• Caisse épargne	2 095 739,32
• Compte courant BRED	123 350,66
• Livret A	90 873,58
• Epargne Casden	200 000,00
• Intérêts courus	94 509,43
• Compte Courant Bred Transport	3 194,42
• BP AEE	2 438,40
• Mooncard	7 346,68
• PayPal OCCE	668,92
• Caisse	26,55
• Régie d'Avance	5 065,73
	<b>5 210 955,56</b>

#### 4.8 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Ce poste d'un montant de 211 706,29 € concerne des factures fournisseurs reçues, mais dont les achats ou les prestations ne seront utilisées ou engagées que sur l'exercice suivant. Il est composé essentiellement de :

• Corlet Impression et Expédition Agendas, Boutique 24/25, AGEFIM, Calendriers 2025...	158 134,71
• Contrat de location et maintenance	30 601,03
• Impôts fonciers et Taxe balayage	7 696,09
• Abonnements RH	2068,50
• Billets SNCF, Hôtel et carte liberté pour 23/24	1 686,33
• Honoraires relatif à la vente et nouveau siège	6 600,00
• Contrats d'assurance Fédération	4 545,41



5. NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

5.1 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Rubriques	Début	Résultat de l'exercice	Changement de méthode (*)	Affectation résultat de l'exercice précédent	Fin
Fonds associatif sans droit de reprise	5 451 538,55		0,00	-806 004,57	4 645 533,98
Résultat de l'exercice		23 247,87			23 247,87
Fonds propres	5 451 538,55	23 247,87	0,00	-806 004,57	4 668 781,85

5.2 FONDS DEDIES

	Début	Augmentation	Diminution	Fin
Fond Communication	37 907,00	-	37 907,00	
Fond Chantiers Vie Associative	8 268,94	-	8 268,94	
Fond Chantiers 2024	33 920,09		33 920,09	
Total	80 096,03		80 096,03	

### 5.3 TABLEAU DE VARIATION DES ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (*)	Provisions à la fin de l'exercice
<b>Provisions pour risques</b>				
Autres risques	48 400,00		28 000,00	20 400,00
<b>Provisions pour charges</b>				
Grosses réparations	-	-	-	-
Autres charges				
Engagements de retraite (cf. note 3.)	816 102,80	101 167,80	66 326,53	850 944,07
<b>Provisions pour dépréciations</b>				
Des immobilisations financières	127 603,36	15 410,99	11 049,60	131 964,75
Des stocks				-
Des créances clients et comptes rattachés	10 156,27	7 679,89	10 156,27	7 679,89
Des autres créances	291 000,00			291 000,00
Autres provisions pour dépréciation (Instruments trésorerie ou placements)				
<b>Fonds propres</b>	<b>1 293 262,43</b>	<b>124 258,68</b>	<b>115 532,40</b>	<b>1 301 988,71</b>

Dotations / reprises d'exploitation 108 847,69 104 482,80

Dotations / reprises financières 15 410,99 11 049,60

Dotations / reprises exceptionnelles

**Total 124 258,68 115 532,40**

(\*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 94 326,53

(\*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 21 205,87

**Total 115 532,40**

### 5.4 FOURNISSEURS

**70 069,82**

Les principales dettes fournisseurs concernent :

• Fournisseurs, Factures non Parvenues	20 096,42
• L&D Conseil	1 392,00
• Corlet	1 865,81
• Fac Similés/Canon	444,00
• Coup Dmain	1 134,58
• Hexanet	2192,46
• Hameau de Passy	123,25
• Biper	9 028,80
• French Payroll Services	12 498,91
• Sotiaf	1 548,00
• Eaux de Paris	113,36

• Tresor Public	7 248,00
• Kelio	1 460,99
• Advitam	4 320,00
• HST	138,00
• Radio Media	150,00
• JPA	2 250,00
• Korevie	660,00
• Oxemis	99,96
• PDGB	600,00
• Cnajep	1 450,00
• Social Inter	710,28
• Esper	545,00

## 5.5 DETTES FISCALES ET SOCIALES

• Urssaf	147 485,16
• AG2R pour AD973	333,29
• Retraite	22 044,65
• Prévoyance	9 093,16
• Axa sur complémentaire	2 307,75
• Uniformation	37 286,64
• IRCOM	588,52
• ISTYA Collectives	23 773,54
• APAC-GMF	9 362,55
• Retraite Fonctionnaire	2 965,68
• Compte Epargne Temps	174 513,46
• Organismes sociaux Charges à payer	86 971,00
• DGFIP Prélèvement à la source	16 462,00
• Etat remboursement salaires et charges sur M.A.D	520 452,55
• Taxe sur salaire	39 766,00
• Retenue Pension Fonctionnaire	183 796,09
• Dettes provisionnées sur congés payés	93 534,00
• Dettes provisionnées sur 13ème mois	103 701,00
• Dettes provisionnées sur RTT	20 734,00
• Etat Charges à payer	33 219,91
• Etat Taxe /Sal. Charges à payer	9 263,00
	<b>1 537 653,95</b>

## 5.6 COMPTES COURANTS OCCE

• AD ou UR OCCE « créditeurs »	22 173,19
• Remboursements de frais.	<u>1 453,34</u>
	<b>23 626,53</b>

## 5.7 AUTRES DETTES

• Frais des bénévoles	1 537,08
• Trousse à projet à reverser aux coopératives	<u>4 604,90</u>
	<b>6 141,98</b>



## 5.8 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

• Ventes Boutique en ligne 24/25	100 210,80
• Remboursement frais de port 2025 sur vente boutique	11 261,68
• Subvention FDVA 2025 PCA 4/12	<u>3 666,67</u>
	<b>115 139,15</b>

## 6. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 6.1 DETAIL DE CERTAINES CHARGES D'EXPLOITATION

Charges par nature	Siège	Personnels détachés	1/2 postes fonds de solidarité	Personnels Animateurs AD	Indemnités Mad	Total
Salaires et charges sur salaires	1 262 299,00	5 199 560,00	30 513,00	2 141 413,00	35 132,00	<b>8 668 917,00</b>
Taxes sur salaires, formation professionnelle et construction	111 588,00	304 507,00	2 108,00	166 889,00	514,00	<b>585 606,00</b>
<b>Total</b>	<b>1 373 887,00</b>	<b>5 504 067,00</b>	<b>32 621,00</b>	<b>2 308 302,00</b>	<b>35 646,00</b>	<b>9 254 523,00</b>

### 6.2 DETAIL DE CERTAINS PRODUITS D'EXPLOITATION

Produits d'exploitation	Exercice 24/25	Exercice 23/24
<b>Total :</b>	<b>11 159 409</b>	<b>10 558 981</b>
Dont notamment :		
• Calendriers, plannings	17 453,75	17 615,56
• Revues Animation & Education	4 161,94	81 454,94
• Cotisations	6 064 511,84	5 872 376,32
• Remboursement A.D. personnels fonctionnaires	15 769,92	17 860,64
• Subventions MEN	4 170 500,00	4 170 500,00
• Autres subventions	78 743,00	48 055,33
• Uniformation remboursement sur stage	28 110,51	33 274,51
• Autres produits pour cession (Agendas et Livrets essentiellement)	92 774,74	127 298,16
• Autres produits de gestion courante	53 978,68	43 999,85
• Remboursements des frais de ports	10 047,87	
• Mécénat trousse à projet	15 000,00	
• Fond de solidarité AD 2024/2025	356 752,53	
• Abandons de frais par les bénévoles	7 180,21	
• Dons reçus	27 913,02	
• Contributions volontaires des AD	31 931,76	

Les autres produits d'exploitation sont des reprises de provision pour dépréciation, des transferts de charges et les reprises sur fonds dédiés pour un total de : 184 578,83 €

### 6.3 FORMATION DU RESULTAT FINANCIER

Principaux éléments constitutifs	Produits	Charges	Résultat
Résultat sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Revenus des prêts			
Dotation et reprises sur provisions sur Immo.et charges Financières	11 049,60	15 410,99	- 4 361,39
Produits de placements financiers	156 699,01		156 699,01
Charges d'intérêts sur emprunt en cours			
<b>Total sélection</b>	167 748,61	15 410,99	152 337,62
Total des produits et charges financières	167 748,61	15 410,99	152 337,62
% analysé	100%	100%	100%

### 6.4 FORMATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

Néant

## 7 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 7.1 ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL ET LOCATION LONGUE DUREE

Néant

### 7.2 AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

La Fédération est membre d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) dans le cadre de l'action Trousse à Projets depuis le 2 mai 2017.

L'objet du groupement est d'encourager et de faciliter la mise en œuvre de projets pédagogiques ou éducatifs, notamment en mettant en place des mécanismes de redistribution en faveur des élèves issus de catégories socio-professionnelles défavorisées.

Les droits statutaires des membres fondateurs du groupement sont fixés comme suit :

- Etat : 43 %
- La Fédération OCCE : 26 %
- Le Réseau Canopé : 26 %
- Le Fonds pour une école solidaire et innovante : 5 %

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leur contribution aux charges du groupement.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation. En cas de liquidation, la contribution des membres au passif est déterminée selon la réglementation en vigueur.

### 7.3 EFFECTIFS SALARIES PAR LA FEDERATION (hors MAD)

TYPE DE CONTRAT	Exercice clos	Exercice précédent
Personnels détachés par le Ministère de l'Education Nationale	58	59
Personnels privés en CDI	62	62
Personnels privés en CDD	0	0
	120	121

L'effectif fourni ci-dessus est un effectif équivalent temps plein (ETP), calculé par référence à la durée légale du travail.

### 7.4 INFORMATION SUR LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

#### 7.4.1 Mise à disposition de personnels

Dans le cadre de la convention pluriannuelle signée avec le Ministère de l'Education Nationale, la Fédération OCCE bénéficie de la mise à disposition (M.A.D.) de 3 fonctionnaires à temps plein. Sur cet exercice la Fédération devait rembourser au Ministère de l'Education Nationale les salaires et charges de ces 3 M.A.D. Un montant de 241 331,76 € a été provisionné sur l'exercice pour ceux-ci.

#### 7.4.2 Bénévolat

Faute de moyen fiable pour le recenser, le bénévolat n'a pas été valorisé.

A titre indicatif, la Fédération fait appel à des bénévoles pour le Conseil d'Administration, les groupes pédagogiques, les stages et les assemblées générales.

### 7.5 AUTRES INFORMATIONS

#### 7.5.1 Litiges

Néant

#### 7.5.2 Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué que le total des rémunérations et indemnités versées au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants de la Fédération s'est élevé à 97 077,21 € bruts.

#### 7.5.3 Honoraires

Conformément à la réglementation du code de commerce le montant des honoraires au titre du contrôle légal des comptes annuels inscrit en comptabilité dans les charges de l'exercice s'élève à 16 200 € HT soit 19 440 € TTC.

#### 7.5.4 Transactions avec les parties liées

Il n'existe pas d'opérations avec les parties liées non conclues à des conditions normales de marché.



# OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE

Fédération Nationale  
reconnue d'utilité publique

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

101bis, rue du Ranelagh

75016 - PARIS

SIRET : 775 689 078 00019 - APE : 94.99Z

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Exercice clos le 31 août 2025**

**Max Alain OBADIA**

COMMISSAIRE AUX COMPTES

62, rue de Versailles

78150 - LE CHESNAY ROCQUENCOURT

Tél. : 01 39 54 95 95

[maobadia@contralto.fr](mailto:maobadia@contralto.fr)

**OFFICE CENTRAL DE LA  
COOPERATION A L'ECOLE**  
**Fédération Nationale**  
Association loi de 1901  
101bis, rue Ranelagh  
75016 - PARIS

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES OPERATIONS VISEES A L'ARTICLE L. 612-5  
DU CODE DE COMMERCE**

**EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Fédération Nationale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.





En application de l'article R.612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, qui ont été passées ou se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé.

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

### **1. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION**

La Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE a conclu avec le Ministère de l'Education nationale une convention de mise à disposition de trois postes de fonctionnaires équivalents temps plein, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025.

Aux termes de cette convention, il est prévu que la Fédération Nationale rembourse au Ministère de l'Education nationale les sommes correspondant à la rémunération (coût complet réel) des fonctionnaires mis à disposition, au prorata de la quotité de leur mise à disposition.

Par ailleurs, l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE est tenu d'assurer l'indemnisation des frais que les agents mis à disposition exposent dans l'exercice de leurs fonctions.

A ce titre, figurent dans les comptes 2024/2025 de la Fédération les mouvements suivants :

- le remboursement des rémunérations chargées de Mme Catherine Hueber pour l'année scolaire 2023/2024 pour un total de 81 130,46 euros. Ces sommes avaient déjà été provisionnées dans les comptes des exercices antérieurs.
- Sont également provisionnées au titre de l'exercice les rémunérations chargées, non encore appelées par les inspections académiques respectives des fonctionnaires mis à disposition. Pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025, le montant ainsi provisionné s'élève à 241 331,76 euros (charges de l'exercice).

Au 31 août 2025, les sommes provisionnées que l'O.C.C.E. resterait devoir au Ministère de l'Education nationale s'élèvent à 520 452,55 euros.

Les montants mensuels bruts des indemnités versées à chacun des fonctionnaires mis à disposition sont les suivants :

- Mme Catherine HUEBER : indemnité de Sujétion de 700 euros ;
- M. Michaël FLOQUET : indemnité de Sujétion de 700 euros ;
- Mme Caroline DOULIOT : indemnité de Sujétion de 700 euros.

### **Membres concernés :**

Mme Catherine HUEBER : Responsable du Pôle Vie pédagogique de l'O.C.C.E.

M. Michaël FLOQUET : Trésorier de l'O.C.C.E.

Mme Caroline DOULIOT : Secrétaire générale de l'O.C.C.E.



## **2. CONVENTION DE GARANTIE SOUSCRITE AUPRES DE LA MAE**

La Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE souscrit annuellement un contrat auprès de la MAE (Mutuelle Assurance de l'Education) afin d'apporter aux administrateurs nationaux de l'O.C.C.E. une garantie supplémentaire en cas d'incapacité permanente ou de décès. En cas d'incapacité permanente survenue à l'occasion d'un accident garanti, l'assureur devra verser une somme calculée sur un capital de 76 225 euros, proportionnellement au taux d'invalidité conservé par la victime. En cas de décès, l'assureur versera un capital de 76 225 euros, majoré de 30 490 euros par enfant à charge au jour du décès.

La prime annuelle liée à ce contrat, prise en charge par la Fédération Nationale de l'O.C.C.E au titre de l'exercice clos le 31 août 2025, est d'un montant de 703,68 euros.

### **Membres concernés :**

L'ensemble des administrateurs nationaux de l'O.C.C.E.

Fait au Chesnay, le 05 décembre 2025



Le Commissaire aux Comptes  
Max Alain OBADIA

**OFFICE CENTRAL  
DE LA COOPERATION A L'ECOLE**

Fédération Nationale  
reconnue d'utilité publique

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

101bis, rue du Ranelagh  
75016 - PARIS

SIRET : 775 689 078 00019 - APE : 94.99Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES COMBINES**

**Exercices clos le 31 août 2024**

**Max Alain OBADIA**  
COMMISSAIRE AUX COMPTES  
62, rue de Versailles  
78150 - LE CHESNAY ROCQUENCOURT  
Tél. : 01 39 54 95 95  
[maobadia@contralto.fr](mailto:maobadia@contralto.fr)

**OFFICE CENTRAL DE LA  
COOPERATION A L'ECOLE**  
**Fédération Nationale**  
Association loi de 1901  
101bis, rue Ranelagh  
75016 - PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES COMBINES**

**EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024**

Aux membres,

**Opinion**

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'association Fédération Nationale de l'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE (O.C.C.E.), nous avons été désignés pour auditer les comptes combinés de la Fédération Nationale arrêtés au 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Pour des raisons matérielles tenant à la difficulté pour la Fédération Nationale de l'O.C.C.E. de réunir les comptes de ses affiliés clos le 31 août de l'année N dans des délais compatibles avec la tenue de l'assemblée générale nationale annuelle d'approbation des comptes en N+1, les comptes combinés vous sont présentés avec une année de décalage.

Les comptes combinés clos le 31 août 2024 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration national, sur la base des éléments portés à sa connaissance.

Nous ne sommes pas en mesure d'exprimer une opinion sur les comptes combinés en raison des éléments décrits dans le paragraphe « Fondement de l'impossibilité d'exprimer une opinion » ci-dessous.

*Ma*



### **Fondement de l'impossibilité**

---

La combinaison des comptes est réalisée à partir des comptes de la Fédération Nationale et de ceux de 100 Associations Départementales sur les 102 Associations affiliées (contre 101 l'exercice précédent). Les comptes de ces 100 Associations départementales sont constitués de la sommation totale ou partielle des comptes de leur Siège et de leurs coopératives scolaires ou foyers coopératifs affiliés du département (contre 101 sommations totales ou partielles pour l'exercice précédent).

Le mode de fonctionnement, et notamment l'extrême dispersion des unités de collecte de fonds et de fonctionnement réparties sur tout le territoire, ne permet pas, en l'absence de moyens suffisants (moyens humains comme financiers) de déployer un nombre de contrôle pertinent pour s'assurer de l'exhaustivité et de la réalité des comptes intégrés dans la combinaison, et notamment du montant des recettes figurant dans les comptes combinés.

Par ailleurs, environ 3/4 des comptes des Associations Départementales dotées d'un commissaire aux comptes n'ont pu être certifiés, les commissaires aux comptes ayant conclu à une impossibilité de certification. Enfin, les comptes des Unions Régionales affiliées sont exclus du périmètre de combinaison, compte tenu notamment de l'absence d'informations financières suffisantes et/ou disponibles au 31 août, la plupart des Unions Régionales clôturant leurs comptes au 31 décembre de l'année.

En conséquence, nous sommes dans l'impossibilité de nous appuyer sur des éléments probants concernant le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la combinaison ainsi que le résultat de l'ensemble des opérations pour l'exercice clos le 31 août 2024.

L'importance de cette limitation est telle que nous en sommes pas en mesure d'exprimer une opinion sur les comptes combinés.

### **Justification des appréciations**

---

Conformément aux exigences des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatifs à la justification de nos appréciations, nous portons à votre attention le fait que, en raison de la portée limitée de nos travaux mentionnée ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de certifier que les comptes combinés arrêtés au 31 août 2024, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat combinés de la Fédération Nationale.

### **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires et n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes combinés des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration national.

Toutefois, en raison de l'impossibilité d'exprimer une opinion sur les comptes combinés, nous ne pouvons pas non plus nous prononcer sur la fiabilité des informations qui en sont issues.

1/10

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes combinés**

---

Sous les réserves mentionnées dans le paragraphe « Fondement de l'impossibilité », il appartient à la direction d'établir des comptes combinés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour assurer l'absence d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes combinés, il incombe également à la direction d'évaluer la capacité de l'association et des entités qui lui sont affiliées à poursuivre leur exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou une entité qui lui est affiliée ou de cesser leur activité.

Les comptes combinés arrêtés au 31 août 2024, dont le total du bilan s'élève à 200 872 832 euros et dont le compte de résultat se solde par un résultat positif de 1 866 817 euros, ont été arrêtés par le Conseil d'administration national.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes combinés**

---

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur les comptes combinés sur la base de notre audit. Toutefois, en raison des circonstances décrites ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure d'exprimer une opinion.

Fait au Chesnay, le 05 décembre 2025



Le Commissaire aux Comptes  
Max Alain OBADIA

# BILAN COMBINÉ

ACTIF	31.08.2024			31.08.2023	PASSIF	31.08.2024	31.08.2023
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	165 617	132 196	33 421	57 212	Fonds propres (avant affectation)	23 353 261	23 212 811
Terrains	214 334		214 334	240 994	Report à nouveau	167 385 112	172 197 496
Constructions	3 761 053	2 691 986	1 069 067	1 169 464	Résultat de l'association	1 866 817	-4 453 096
Installations et matériels d'activités	344 202	323 916	20 286	23 975	Subventions d'investissement	9 783	1 220
Autres immobilisations corporelles	2 405 947	2 127 340	278 606	250 520	Total	192 614 973	190 958 431
Immobilisations en cours	111 295		111 295	52 922	<b>FONDS DEDIES ET PROVISIONS</b>		
Avances aux coopératives et foyers	5 700	21 796	-16 096		Fonds dédiés	953 343	825 849
Autres immobilisations financières	577 333	121 903	455 430	364 846	Provisions pour risques	166 914	109 587
Total	7 585 481	5 419 137	2 166 344	2 159 932	Provisions pour charges	2 230 759	2 237 266
					Total	3 351 016	3 172 702
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
Stocks	168 223	7 338	160 885	178 800	Emprunts OCCE		
Coopératives et usagers divers	289 942	7 744	282 198	348 375	Emprunts et dettes assimilées	185 516	167 252
Comptes courants OCCE	2 122 907	291 000	1 831 907	3 904 531	Fournisseurs	646 880	560 040
Autres créances (dont erreurs débitrices)	196 149 860		196 149 860	191 907 265	Dettes fiscales et sociales	2 299 472	1 921 770
Trésorerie	281 639		281 639	241 821	Comptes courants OCCE		
Charges constatées d'avance					Autres dettes (dont erreurs débitrices)	1 492 642	1 734 662
Total	199 012 570	306 082	198 706 488	196 580 792	Produits constatés d'avance	282 333	225 867
					Total	4 906 843	4 609 591
<b>TOTAL</b>	206 598 051	5 725 219	200 872 832	198 740 724	<b>TOTAL</b>	200 872 832	198 740 724



## COMPTE DE RESULTAT COMBINE

	2023/2024	2022/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations perçues	98 164 501	95 745 406
Ventes de produits	95 974 069	99 450 937
Prestations de service et animations	53 483 818	51 034 686
Subventions d'exploitation	60 442 623	58 717 750
Dons et Mécénat	238 491	128 258
Contributions financières	35 714 605	30 694 589
Autres produits	455 333	477 540
Reprises sur dépréciations et provisions	256 678	385 911
Utilisations des fonds dédiés	572 369	666 346
Total	<b>345 302 486</b>	<b>337 301 423</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de fournitures à céder	56 521 752	58 957 316
Variation des stocks de fournitures à céder	10 991	34 355
Autres achats et charges externes	257 979 555	253 298 325
Aides financières	3 859 675	3 363 253
Impôts et taxes	1 121 741	899 472
Salaires	7 365 166	7 062 117
Charges sociales	4 407 657	4 110 950
Autres charges	6 154 943	5 843 732
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	5 866 825	6 362 911
Dotations aux dépréciations et provisions	349 315	225 090
Reports en fonds dédiés	618 151	776 758
Total	<b>344 255 771</b>	<b>340 934 277</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 046 715</b>	<b>-3 632 854</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits des placements	2 872 119	1 708 955
Reprises sur dépréciations et provisions	84 601	57 164
Total	<b>2 956 720</b>	<b>1 766 119</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	26 206	1 556
Dotations aux dépréciations et provisions	15 027	48 180
Total	<b>41 233</b>	<b>49 737</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	<b>2 915 486</b>	<b>1 716 382</b>
<b>RESULTAT COURANT (I + II)</b>	<b>3 962 202</b>	<b>-1 916 472</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	16 497 869	14 662 303
Sur opérations en capital	273 889	6 214
Reprises sur dépréciations et provisions	12 221	119 648
Total	<b>16 783 979</b>	<b>14 788 165</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	18 656 907	17 018 080
Sur opération en capital	86 383	306
Dotations aux dépréciations et provisions	136 074	306 404
Total	<b>18 879 364</b>	<b>17 324 789</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>	<b>-2 095 385</b>	<b>-2 536 624</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)</b>	<b>1 866 817</b>	<b>-4 453 096</b>

**CERTIFIÉ CONFORME  
A L'ORIGINAL**

## Fédération Nationale et Associations Départementales

### ANNEXE A LA COMBINAISON DES COMPTES

au bilan et au compte de résultat des **comptes combinés** de l'exercice clos le **31 août 2024**, qui dégage un excédent de 1 866 817 € contre un déficit de 4 453 096 € au 31 août 2023. L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août.

#### **1) PREAMBULE**

Conformément à l'article 19 des statuts et au Règlement Intérieur de la Fédération, il a été procédé à la combinaison des comptes annuels de la Fédération Nationale avec ceux des Associations Départementales OCCE.

#### **2) PERIMETRE DE COMBINAISON, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

##### **2 – a) Périmètre de combinaison**

Cette combinaison a été réalisée avec 100 Associations Départementales (contre 101 pour l'exercice précédent) sur 102 associations affiliées<sup>1</sup>, dont 100 avec la sommation totale ou partielle des comptes de leurs coopératives scolaires et foyers coopératifs (contre 101 pour l'exercice précédent).

Les comptes des Unions Régionales affiliées ont été exclus du périmètre de combinaison, la plupart présentant leurs comptes sur l'année civile. Cependant, l'impact de leur non prise en compte sur les états financiers combinés n'est pas significatif.

<sup>1</sup> Les comptes de l'AD de Nouvelle Calédonie n'ont pas pu être inclus, étant établis sur l'année civile.

##### **2 – b) Principes et méthodes comptables**

Les comptes annuels des associations affiliées ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les comptes annuels combinés ont été établis conformément aux dispositions du règlement CRC 99-02, section 6.

A l'exception des dérogations décrites ci-après (cf. 2-c), les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an. Les créances présentant des risques de non-recouvrement font l'objet d'une dépréciation.

Conformément à la mesure de simplification en faveur des PME (avis 2005-D du 1<sup>er</sup> juin 2005, du comité d'urgence du CNC), l'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire.

##### **2 – c) Dérogations aux principes et méthodes comptables**

##### **Méthodes comptables appliquées par les Associations Départementales :**

Les comptes annuels des Associations Départementales sont l'agrégation :

- des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du Siège Départemental,
- des comptes annuels simplifiés (bilan et compte de résultat) des coopératives et foyers coopératifs affiliés du département (les statuts de l'association départementale stipulent que chaque coopérative ou foyer coopératif affilié est tenu d'établir, suivant les méthodes comptables décrites ci-dessous, tous les ans, un compte rendu financier (CRF) et un compte rendu d'activités (CRA)).

Le Siège Départemental tient une comptabilité d'engagement : à la fin de l'exercice, les éventuelles charges à payer et produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance sont pris en compte pour l'établissement des comptes.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement.

Les stocks éventuels de fin d'exercice sont valorisés à l'actif du bilan.



Les opérations réciproques entre le Siège Départemental et les Coopératives et Foyers coopératifs ne sont pas annulées, de même que celles entre coopératives et entre Associations Départementales. Les opérations visées (peu significatives à l'échelle de l'ensemble des comptes combinés) concernent principalement :

- les cotisations collectées par les Coopératives et Foyers et versées au Siège Départemental,
- les produits pour cession achetés par les Coopératives et Foyers au Siège Départemental,
- les prestations de services fournies par le Siège aux Coopératives et Foyers,
- les subventions destinées aux Coopératives ou Foyers et transitant par le Siège Départemental,
- les éventuelles avances de fonds accordées aux coopératives (prêts aux coops) ou reçues des coopératives (emprunts aux coops) dans le cadre des mutualisation des comptes mises en place

#### **Méthodes comptables appliquées par les Coopératives et Foyers :**

Les Coopératives et les Foyers coopératifs tiennent une comptabilité de trésorerie.

Les immobilisations sont comptabilisées directement en charge. Elles ne font donc pas l'objet d'un amortissement.

Les stocks éventuels de fin d'exercice ne sont pas valorisés.

Les charges à payer et les produits à recevoir ne sont pas comptabilisés, sauf exceptions.

Le bénévolat des mandataires n'a pas été valorisé, faute de moyens fiables pour le recenser.

### **3) RETRAITEMENT DE LA COMBINAISON**

L'entité combinante est la Fédération nationale de l'OCCE.

La méthode de combinaison est l'intégration globale pour l'ensemble des associations combinées.

Aucun retraitement comptable sur les comptes des associations intégrées n'a été réalisé pour l'établissement des comptes combinés ; chacune des associations intégrées appliquant le plan comptable de la Fédération et utilisant les règles comptables préconisées.

Les dettes et créances existant à la clôture entre les associations intégrées et la Fédération nationale ont été éliminées. Il en est ainsi des comptes courants pour un montant total de 391 733,94 €.

Les principaux flux de facturations internes ont été éliminés. Il en est ainsi des cotisations versées pour 5 872 376,32 € à la Fédération nationale par les Associations Départementales.

Les autres éliminations, soit 980 545,29 €, correspondent notamment au retraitement :

- des remboursements de frais effectués par la Fédération au bénéfice des AD ;
- des aides sur salaires et charges accordées par la Fédération aux AD ;
- des aides sur les honoraires de commissariat aux comptes accordées par la Fédération aux AD ;
- des ventes de produits pour cession de la Fédération aux AD ;
- des aides exceptionnelles accordées par la Fédération au bénéfice d'AD.

### **4) AUTRES INFORMATIONS**

#### **4 – a) CARACTERISTIQUES DES COMPTES DU SIEGE DES ASSOCIATIONS INTEGREES (Avant retraitement)**

	Produits d'exploitation	Résultat courant	Résultat net	Fonds propres (Avant affectation du résultat)	Ratio Fonds propres/Produits Exploitation
Fédération	10 558 980	-809 181	-806 005	5 451 539	0,52
Ain	206 998	290	222	111 489	0,54
Aisne	146 185	9 030	7 133	166 294	1,14
Corse du Sud	52 449	-6 044	-6 613	73 636	1,40
Haute Corse	39 450	6 342	5 924	87 552	2,22
Allier	73 995	13 184	13 646	80 218	1,08
Alpes de Haute Provence	79 564	122	-28	42 267	0,53
Hautes Alpes	68 478	11 585	11 582	93 217	1,36
Alpes Maritimes	349 477	-45 621	148 331	810 183	2,32
Ardèche	66 721	2 046	2 238	52 963	0,79
Ardennes	66 832	1 723	1 723	38 802	0,58
Ariège	93 262	13 178	13 178	126 947	1,36
Aube	155 300	12 344	12 344	152 768	0,98
Aude	60 138	5 841	6 881	69 106	1,15
Aveyron	40 488	-8 183	-7 797	82 796	2,04
Bouches du Rhône	668 043	-819	-722	920 494	1,38
Calvados	220 647	32 179	32 955	320 058	1,45
Cantal	20 354	5 899	5 901	21 073	1,04



Charente	121 478	-1 814	-1 814	161 655	1,33
Charente Maritime	216 696	14 216	14 216	167 647	0,77
Cher	86 715	7 253	7 479	60 246	0,69
Corrèze	58 102	17 848	17 891	17 406	0,30
Côte d'Or	108 990	6 428	8 720	279 598	2,57
Côtes d'Armor	59 106	14 116	14 116	70 508	1,19
Creuse	38 055	960	1 004	39 011	1,03
Dordogne	131 284	3 840	3 840	115 373	0,88
Doubs	90 846	10 276	10 276	98 040	1,08
Drôme	77 641	5 975	5 975	24 689	0,32
Eure					
Eure et Loir	94 759	16 459	14 954	149 098	1,57
Finistère	60 678	6 611	6 611	118 911	1,96
Gard	124 076	-33	361	128 794	1,04
Haute Garonne	814 936	17 083	17 083	517 813	0,64
Gers	76 345	-323	-214	41 794	0,55
Gironde	507 287	65 482	65 482	344 957	0,68
Hérault	195 213	9 664	9 664	341 505	1,75
Ille et Vilaine	391 940	22 411	21 853	248 641	0,63
Indre	51 670	6 546	5 642	58 598	1,13
Indre et Loire	143 376	18 383	21 691	120 429	0,84
Isère	340 677	-7 490	-7 490	212 528	0,62
Jura	81 550	19 188	19 437	26 746	0,33
Landes	127 150	20 561	20 561	135 785	1,07
Loir et Cher	88 274	27 378	27 378	141 965	1,61
Loire	233 755	45 396	44 328	101 162	0,43
Haute-Loire	20 513	3 051	3 051	33 591	1,64
Loire Atlantique	169 820	11 629	11 629	149 233	0,88
Loiret	160 686	12 834	14 959	107 726	0,67
Lot	59 929	3 634	3 634	42 597	0,71
Lot-et-Garonne	104 520	1 234	1 234	75 689	0,72
Lozère	15 131	-2 642	-2 642	27 661	1,83
Maine et Loire	80 481	-2 624	-2 624	61 967	0,77
Manche	89 096	23 423	23 423	116 518	1,31
Marne	168 662	-6 516	-6 516	116 825	0,69
Haute Marne	100 915	635	635	82 278	0,82
Mayenne	65 395	4 322	4 245	83 690	1,28
Meurthe et Moselle	163 550	-24 705	14 861	260 415	1,59
Meuse	48 676	11 841	11 841	62 212	1,28
Morbihan	91 214	8 376	9 203	144 938	1,59
Moselle	148 543	2 499	1 824	35 619	0,24
Nièvre	88 545	3 604	3 604	135 092	1,53
Nord	454 345	134 282	80 895	643 135	1,42
Oise	214 271	3 810	3 790	565 015	2,64
Orne	55 859	1 629	1 660	31 619	0,57
Pas-de-Calais	385 985	39	39	413 423	1,07
Puy de Dôme	153 337	3 025	3 025	168 349	1,10
Pyrénées Atlantiques	53 119	-7 688	-4 499	60 058	1,13
Hautes-Pyrénées	78 295	1 847	1 847	35 416	0,45
Pyrénées Orientales	105 451	7 651	7 651	254 992	2,42
Bas-Rhin	296 444	26 629	26 678	237 289	0,80
Haut-Rhin	216 893	34 967	41 597	279 369	1,29
Rhône	395 185	116 514	116 514	306 599	0,78
Haute-Saône	56 479	3 126	3 126	70 399	1,25
Saône et Loire	128 570	12 987	12 987	124 836	0,97
Sarthe	192 528	5 475	5 475	80 640	0,42
Savoie	51 274	6 912	6 902	52 066	1,02
Haute Savoie	112 566	19 962	20 010	38 760	0,34
Paris	647 745	63 354	63 354	541 793	0,84
Seine Maritime	431 955	26 019	26 019	940 867	2,18
Seine et Marne	295 241	78 050	84 907	387 082	1,31
Yvelines	477 202	72 194	72 065	511 969	1,07
Deux Sèvres	45 811	-1 893	-1 893	43 986	0,96
Somme	134 088	-4 010	-5 692	436 700	3,26
Tarn	53 928	3 438	3 565	50 574	0,94
Tarn et Garonne	133 040	-79	-79	129 594	0,97
Var	436 659	41 588	41 588	59 489	0,14
Vaucluse	116 715	-10 494	-6 557	131 294	1,12
Vendée	75 410	-2 903	-2 863	105 160	1,39
Vienne	104 038	8 728	8 728	226 957	2,18
Haute-Vienne	58 475	11 678	11 678	48 089	0,82
Vosges	85 224	14 387	14 638	162 396	1,91

Yonne	114 161	23 997	23 997	38 211	0,33
Territoire de Belfort	156 238	-7 870	-7 870	65 091	0,42
Essonne	380 019	30 348	30 348	348 689	0,92
Hauts de Seine	418 376	46 886	46 886	289 202	0,69
Seine Saint Denis	336 691	38 022	38 022	439 311	1,30
Val de Marne	554 431	4 765	5 077	174 303	0,31
Val d'Oise	601 976	43 122	44 419	434 280	0,72
Guadeloupe	480 783	-23 575	-13 166	65 158	0,14
Martinique	191 436	-3 489	-605	54 859	0,29
Guyane	147 989	2 460	3 621	66 776	0,45
Réunion	665 773	8 208	8 254	279 115	0,42
Mayotte					
Nouvelle Calédonie					
<b>TOTAL</b>	<b>28 957 641</b>	<b>475 025</b>	<b>698 437</b>	<b>23 353 261</b>	<b>0,81</b>

#### 4 – b) CARACTERISTIQUES DES COOPERATIVES ET FOYERS INTEGRES

	Nombre de coopérateurs	Nombre de coopératives	% de CRF intégrés	Produits d'exploitation	Résultat net	Outil utilisé	% de coopératives utilisatrices
Ain	45 151	426	99,8%	2 362 956	7 664	Retkoop	99,8%
Aisne	51 273	480	100,0%	3 444 575	30 502	Retkoop	81,3%
Corse du Sud	11 381	102	100,0%	797 854	2 361	Retkoop	100,0%
Haute Corse	12 138	122	95,9%	697 501	15 195	Retkoop	100,0%
Allier	23 533	303	100,0%	1 869 433	19 040	Retkoop	100,0%
Alpes de Haute Provence	9 948	129	100,0%	687 144	14 365	Retkoop	100,0%
Hautes Alpes	11 269	297	100,0%	1 010 254	29 517	Retkoop	100,0%
Alpes Maritimes	89 402	550	98,5%	4 669 022	-3 300	Excel AD	73,8%
Ardèche	18 116	362	79,0%	919 793	35 796	Retkoop	81,8%
Ardennes	19 515	171	100,0%	1 353 169	-323	Retkoop	100,0%
Ariège	12 227	165	100,0%	1 094 300	22 632	Retkoop	100,0%
Aube	20 312	204	100,0%	1 760 076	4 856	Retkoop	100,0%
Aude	20 576	228	95,2%	1 075 599	25 409	Retkoop	95,2%
Aveyron	9 048	155	100,0%	638 439	26 073	Excel	100,0%
Bouches du Rhône	162 480	1 100		9 979 077	250 790	Excel	100,0%
Calvados	50 632	340	100,0%	4 370 491	-6 637	Retkoop	71,2%
Cantal	7 043	92	100,0%	425 682	-8 891	Retkoop	100,0%
Charente	24 461	303	100,0%	1 782 025	45 053	Retkoop	100,0%
Charente Maritime	41 747	438	100,0%	3 315 539	-7 316	Retkoop	100,0%
Cher	17 749	217	99,5%	1 530 529	38 997	Retkoop	100,0%
Corrèze	12 194	123	100,0%	676 754	23 191	Retkoop	100,0%
Côte d'Or	34 146	394		3 066 161	46 390	Retkoop	100,0%
Côtes d'Armor	19 706	185	98,4%	1 630 749	135 145	Retkoop	98,4%
Creuse	6 775	128	100,0%	660 149	-12 548	Retkoop	100,0%
Dordogne	19 907	259	100,0%	1 517 869	14 933	Retkoop	100,0%
Doubs	31 611	356	100,0%	2 477 337	62 438	Retkoop	97,8%
Drôme	16 129	188	98,9%	1 186 160	71 005	Retkoop	98,4%
Eure	56 566	515	100,0%	4 005 309	4 396	Retkoop	96,7%
Eure et Loir	32 949	277	63,2%	2 396 999	10 893	Retkoop	96,4%
Finistère	20 932	181	100,0%	1 527 286	69 121	Retkoop	100,0%
Gard	41 094	347	100,0%	2 490 332	10 130	Coopweb	100,0%
Haute Garonne	118 926	793	100,0%	7 732 089	-44 981	Retkoop	95,1%
Gers	12 941	183	100,0%	1 443 906	42 076	Retkoop	100,0%
Gironde	119 031	820	95,7%	6 319 674	52 828	Excel	100,0%
Hérault	84 720	572	97,9%	5 771 784	-49 086	Autre	100,0%
Ille et Vilaine	56 240	361	99,4%	4 246 313	111 236	Comptacoop	51,8%
Indre	15 143	185	97,8%	1 380 127	-13 069	Retkoop	100,0%
Indre et Loire	35 117	485	100,0%	-2 776 765	8 772	Retkoop	100,0%
Isère	115 659	1 135	100,0%	7 756 919	-162 666	Excel	79,3%
Jura	14 889	169	100,0%	1 613 404	44 924	Retkoop	100,0%
Landes	33 398	314	100,0%	2 765 769	-46 413	Retkoop	100,0%
Loir et Cher	25 242	286	100,0%	2 088 795	-101 309	Retkoop	100,0%
Loire	36 834	371	100,0%	2 083 130	-48 572	Autre	100,0%
Haute-Loire	7 405	109	100,0%	553 634	-2 290	Retkoop	100,0%
Loire Atlantique	47 535	301	100,0%	3 123 005	-68 892	Retkoop	100,0%
Loiret	65 357	456	100,0%	4 887 466	27 396	Retkoop	100,0%
Lot	11 315	165	100,0%	941 407	31 485	Comptacoop	98,2%
Lot-et-Garonne	23 300	285	100,0%	1 593 893	6 600	Retkoop	100,0%
Lozère	2 918	53	100,0%	177 787	7 105	Retkoop	100,0%



Maine et Loire	17 788	208	99,0%	1 408 223	-6 129	Retkoop	87,5%
Manche	26 850	209	100,0%	1 868 226	28 634	Excel	100,0%
Marne	28 992	258	100,0%	2 442 516	37 545	Retkoop	94,6%
Haute Marne	12 839	161	100,0%	1 181 876	38 496	Comptacoop	97,5%
Mayenne	17 668	192	100,0%	1 625 407	-41 970	Comptacoop	100,0%
Meurthe et Moselle	56 988	525	93,1%	3 237 627	-14 828	Retkoop	97,0%
Meuse	12 613	127	100,0%	1 009 905	39 211	Retkoop	96,1%
Morbihan	33 000	260	100,0%	2 648 454	-23 914	Retkoop	100,0%
Moselle	55 145	635	100,0%	5 727 939	91 637	Retkoop	100,0%
Nièvre	12 336	176	100,0%	1 030 954	50 189	Retkoop	100,0%
Nord	215 288	1 532	99,8%	11 842 147	-174 976	Comptacoop	98,2%
Oise	85 140	833	100,0%	5 022 354	4 374	Retkoop	100,0%
Orne	17 886	169	97,6%	1 187 764	-1 189	Retkoop	88,2%
Pas-de-Calais	123 438	1 000	100,0%	7 458 497	172 291	Retkoop	100,0%
Puy de Dôme	45 246	470	98,5%	3 521 819	43 097	Retkoop	96,0%
Pyrénées Atlantiques	17 126	180	98,9%	1 112 954	31 191	Autre	100,0%
Hautes-Pyrénées	13 284	197	100,0%	1 155 604	-17 927	Comptacoop	100,0%
Pyrénées Orientales	40 017	283	98,2%	2 263 313	-12 470	Retkoop	100,0%
Bas-Rhin	99 437	796	100,0%	9 265 388	3 558	Comptacoop	100,0%
Haut-Rhin	62 924	585	100,0%	5 098 312	-151 578	Comptacoop	99,5%
Rhône	140 525	1 457	92,7%	8 870 971	82 577	Excel	81,0%
Haute-Saône	11 746	134	100,0%	990 872	56 607	Retkoop	100,0%
Saône et Loire	39 470	484	99,2%	3 164 334	6 657	Retkoop	91,1%
Sarthe	39 846	341	100,0%	2 726 834	9 377	Retkoop	65,7%
Savoie	16 976	174	100,0%	1 444 027	-2 229	Retkoop	100,0%
Haute Savoie	36 342	455	100,0%	2 681 743	7 371	Retkoop	93,0%
Paris	116 014	656	100,0%	7 743 537	131 958	Retkoop	84,9%
Seine Maritime	113 117	958	95,3%	7 665 975	-22 114	Retkoop	98,4%
Seine et Marne	112 772	756	100,0%	6 054 805	-91 477	Retkoop	100,0%
Yvelines	131 948	836	99,5%	9 728 417	120 851	Comptacoop	64,7%
Deux Sèvres	10 566	111	100,0%	728 511	12 979	Retkoop	100,0%
Somme	36 523	372	100,0%	2 570 917	332 949	Retkoop	37,9%
Tarn	15 163	167	100,0%	995 772	-31 448	Retkoop	100,0%
Tarn et Garonne	20 630	194	100,0%	1 665 186	-1 406	Retkoop	100,0%
Var	88 558	545	100,0%	7 498 883	35 412	Comptacoop	70,1%
Vaucluse	45 456	915		3 350 546	-124 339	Retkoop	100,0%
Vendée	23 910	267	95,5%	1 896 363	77 502	Retkoop	95,5%
Vienne	27 274	267	100,0%	2 058 173	-62 400	Retkoop	89,9%
Haute-Vienne	17 596	168	99,4%	1 314 026	-15 152	Retkoop	100,0%
Vosges	29 514	326		2 400 400	8 298	Retkoop	100,0%
Yonne	26 307	360	100,0%	2 435 655	-56 202	Excel	68,9%
Territoire de Belfort	11 699	133	98,5%	938 601	-21 433	Excel	27,8%
Essonne	144 943	803	98,1%	7 445 618	76 613	Retkoop	96,9%
Hauts de Seine	149 783	624	98,4%	8 793 698	-61 300	Comptacoop	98,4%
Seine Saint Denis	144 559	854	73,5%	5 339 504	-57 518	Retkoop	73,5%
Val de Marne	140 744	618	100,0%	7 280 887	50 829	Retkoop	100,0%
Val d'Oise	140 381	724	95,2%	9 222 466	-103 826	Retkoop	95,2%
Guadeloupe	34 207	239	71,1%	1 151 034	18 081	Excel	85,8%
Martinique	19 554	155		242 013	5 555	Autre	45,2%
Guyane	17 226	133				Retkoop	90,2%
Réunion	105 769	477	100,0%	5 675 198	40 824	Retkoop	88,1%
Mayotte	32 603	108	94,4%	163 370	9 225	Retkoop	83,3%
Nouvelle Calédonie	25 950					Autre	
<b>TOTAL</b>	<b>4 837 656</b>	<b>39 787</b>	<b>90,2%</b>	<b>311 468 514</b>	<b>1 300 086</b>		<b>92,3%</b>



#### 4 – c) DECOMPOSITION DU BILAN PAR STRUCTURE (VALEURS NETTES AVANT RETRAITEMENTS)

	Fédération	Sièges départementaux	Coopératives et foyers coopératifs	TOTAL
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	22 452	10 969		33 421
Terrains	20 962	193 372		214 334
Constructions	40 477	1 028 590		1 069 067
Installations et matériels d'activités		20 286		20 286
Autres immobilisations corporelles	57 235	221 371		278 606
Immobilisations en cours		111 295		111 295
Prêts OCCE		207 172		207 172
Autres immobilisations financières	182 951	272 479		455 430
Total	324 077	2 065 535		2 389 612
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks	7 014	153 871		160 885
Coopératives et usagers divers	2 790	279 408		282 198
Comptes courants OCCE	292 712	88 866		381 578
Autres créances (dont erreurs débitrices)	874 395	745 942	211 570	1 831 907
Trésorerie	5 811 233	21 820 497	168 518 130	196 149 860
Charges constatées d'avance	152 055	129 584		281 639
Total	7 140 199	23 218 167	168 729 700	199 088 066
<b>TOTAL</b>	<b>7 464 276</b>	<b>25 283 703</b>	<b>168 729 700</b>	<b>201 477 678</b>

<b>PASSIF</b>				
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds propres (avant affectation)	5 451 539	17 901 722		23 353 261
Report à nouveau			167 385 112	167 385 112
Résultat de l'association	-806 005	1 504 442	1 300 086	1 998 524
Subventions d'investissement		9 783		9 783
Total	4 645 534	19 415 947	168 685 199	192 746 680
<b>FONDS DEDIES ET PROVISIONS</b>				
Fonds dédiés	80 096	873 247		953 343
Provisions pour risques	48 400	118 514		166 914
Provisions pour charges	816 103	1 414 656		2 230 759
Total	944 599	2 406 417		3 351 016
<b>DETTES</b>				
Emprunts OCCE				
Emprunts et dettes assimilées		185 516		185 516
Fournisseurs	105 100	541 780		646 880
Dettes fiscales et sociales	1 366 446	933 026		2 299 472
Comptes courants OCCE	102 733	370 406		473 139
Autres dettes (dont erreurs créditrices)	164 104	1 284 037	44 501	1 492 642
Produits constatés d'avance	135 760	146 573		282 333
Total	1 874 143	3 461 338	44 501	5 379 982
<b>TOTAL</b>	<b>7 464 276</b>	<b>25 283 703</b>	<b>168 729 700</b>	<b>201 477 678</b>

#### 4-d) Décomposition du compte de résultat par structure (valeurs avant retraitements)

	Fédération	Associations départementales	Coopératives et foyers coopératifs	TOTAL
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations perçues	5 872 376	9 850 323	82 441 802	98 164 501
Ventes de produits	131 626	418 124	95 424 319	95 974 069
Prestations de service et animations	94 742	1 909 535	52 156 741	54 161 018
Subventions d'exploitation	4 218 555	4 465 670	51 758 397	60 442 623
Dons et Mécénat		238 491		238 491
Contributions financières		473 819	35 240 785	35 714 605
Autres produits	95 136	360 197		455 333
Reprises sur dépréciations et provisions	111 632	145 046		256 678
Utilisations des fonds dédiés	34 913	537 456		572 369
Total	10 558 980	18 398 661	317 022 044	345 979 686
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de fournitures à céder	104 696	297 767	56 252 696	56 655 159
Variation des stocks de fournitures à céder	1 791	9 200		10 991
Autres achats et charges externes	1 458 406	5 415 325	242 510 728	249 384 459
Aides financières	516 081	3 343 594		3 859 675
Impôts et taxes	626 049	495 692		1 121 741
Salaires	4 966 409	2 398 757		7 365 166
Charges sociales	3 639 753	767 904		4 407 657
Autres charges	1 701	6 153 242	9 149 748	15 304 691
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	39 634	194 636	5 632 555	5 866 825
Dotations aux dépréciations et provisions	146 478	202 837		349 315
Reports en fonds dédiés	33 920	584 231		618 151
Total	11 534 918	19 863 185	313 545 727	344 943 830
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	-975 938	-1 464 523	3 476 317	1 035 856
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des placements	153 098	2 719 021		2 872 119
Reprises sur dépréciations et provisions	53 796	30 805		84 601
Total	206 894	2 749 826		2 956 720
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Intérêts et charges assimilées	25 602	604		26 206
Dotations aux dépréciations et provisions	14 535	492		15 027
Total	40 137	1 096		41 233
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	166 757	2 748 729		2 915 486
<b>RESULTAT COURANT (I + II)</b>	-809 181	1 284 206	3 476 317	3 951 343
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
Sur opérations de gestion	25 307	139 136	16 349 091	16 513 534
Sur opérations en capital	450	273 439		273 889
Reprises sur dépréciations et provisions		12 221		12 221
Total	25 757	424 796	16 349 091	16 799 644
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
Sur opérations de gestion	22 581	113 810	18 525 322	18 661 713
Sur opération en capital		86 383		86 383
Dotations aux dépréciations et provisions		4 367		4 367
Total	22 581	204 560	18 525 322	18 752 463
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>	3 176	220 236	-2 176 231	-1 952 819
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)</b>	-806 005	1 504 442	1 300 086	1 998 524

#### 4 – e) BENEVOLAT

Les Associations Départementales sont majoritairement logées dans des établissements scolaires mis à leur disposition.

Les comptes rendus financiers (CRF) sont établis par les mandataires bénévoles de chaque coopérative. Le temps passé à la gestion de leur coopérative est estimé par les mandataires entre 20 et 40 heures par an. Sur une base de 39 787 coopératives et foyers affiliés, le bénévolat se situe entre 795 740 et 1 591 480 heures de travail par an, soit un équivalent temps plein compris dans une fourchette de 437 à 874 personnes (1 820 heures par an).